

FRANCE: Un quart des pharmacies menacées, la profession demande un plan d'urgence

Compte Test - 2011-03-02 07:48:00 - Vu sur pharmacie.ma

Après des années de vaches grasses, les pharmacies d'officine en France sont en très mauvaise posture. Les politiques d'économies sur les dépenses de santé menées depuis 2005 ont fini par avoir raison du secteur de la pharmacie. La situation est telle que le ministre de la Santé, Xavier Bertrand, a demandé le 9 février dernier une enquête à l'Igas (Inspection générale des affaires sociales) dont le rapport doit être rendu avant le 30 avril prochain.

Le nombre de dépôts^[1] de bilan a été multiplié par trois entre 2006 et 2010. Selon la Coface, société spécialisée dans l'assurance crédit et l'information aux entreprises, 24% des officines françaises ont « un fort risque » de faillite cette année. Les raisons d'un tel désastre sont : une baisse des marges des pharmaciens et une augmentation des charges.

L'application du numérus clausus, qui limite le nombre de pharmacies par habitant, ne remplit plus son rôle de régulation. De même les génériques, dont les marges ont baissé, et la parapharmacie soumise à une concurrence exacerbée, ne compensent plus les effets de la politique de maîtrise des dépenses imposée par la lutte contre le déficit de la Sécurité sociale. Le cumul de ces problématiques a entraîné l'an dernier 167 dépôts de bilan. Pas moins de 550 salariés sont restés sur le carreau suite à cette situation et le montant des impayés s'est élevé à vingt-deux millions d'euros.

Cette situation ne risque pas de s'améliorer de sitôt, notamment à cause de l'engouement des étudiants pour cette branche, mais aussi à cause de la menace d'une ouverture du secteur à la concurrence voulue par de grands distributeurs comme Leclerc. Le salut du secteur de la pharmacie d'officine ne pourrait venir que d'une décision politique réclamée par les représentants de la profession en France. Pharmacies.ma 2-03-2011(^[1]Le Parisien)